

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres
ZI de Saint Liguaire
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

NIORT, le 14 FEV. 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



SOCOPLAN

12 rue Dissé
Zone Industrielle
79600 AIRVAULT

Références : 0007205910/2023/44

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SOCOPLAN implanté 12, rue Dissé, Zone Industrielle, 79600 AIRVAULT. L'inspection a été annoncée le 11/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPLAN
- 12, rue Dissé, Zone Industrielle, 79600 AIRVAULT
- Code AIOT : 0007205910
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCOPLAN, filiale du groupe ARCADE BEAUTY exploite deux sites dans les Deux-Sèvres sur les communes d'Airvault et de Saint Jean de Thouars. Les activités de l'imprimerie d'Airvault (objet de la présente visite d'inspection) sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°4270 du 08 novembre 2004. L'installation relève de la directive IED (Industrial Emission Directive) au regard de la rubrique 3670 (traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques) pour une quantité de produits consommés de 848 kg/j.
La société emploie 45 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Analyse du dossier de réexamen IED et des MTD, daté du 25/06/2022,
- Analyse du rapport de base, daté du 29/09/2022,
- Analyse du Plan de Gestion des Solvants de l'année 2021, daté du 23/09/2022,
- Analyse des rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2021 et 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Plan de gestion des solvants et émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.4	Lors de l'inspection du 29/04/2021 un fait susceptible de mise en demeure, sur cette prescription, a été relevé	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70 et suivants	/	3 mois
2	Rapport de base IED	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30 et R.515-59-3°	/	3 mois
4	Respect des dispositions de l'arrêté du 03/02/22	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1er et suivants	/	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Valeurs limites et suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse du dossier de réexamen IED et du rapport de base a mis en évidence des manquements. En conséquence, sous trois mois, l'exploitant complètera et/ou modifiera ces documents en tenant compte des constats émis dans les fiches de constats n°1 et n°2, et transmettra les dossiers complétés à la Préfecture des Deux-Sèvres.

Par ailleurs, les émissions diffuses de solvants correspondent à 47,5% du flux entrant au lieu de 20% autorisé. Cette valeur dépasse (de plus du double) le flux annuel des émissions diffuses de COV autorisées. A ce titre, l'inspection des installations classées propose à Madame le Préfète (en application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement) un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004.

Enfin, la société SOCOPLAN :

- répondra aux axes d'améliorations proposés à la page 28 de son Plan de Gestion des Solvants de 2021,
- réalisera un Plan de Gestion des Solvants au titre de l'année 2022 et le transmettra à l'inspection,
- prendra toutes les dispositions visant à réduire au maximum la diffusion des solvants dans l'atmosphère.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70 et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article R.515-71 du Code de l'environnement</u> I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. <u>Article R.515-72 du Code de l'environnement</u> Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; <u>Article R.515-73 du Code de l'environnement</u> I. – Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.
Constats : Les conclusions sur les MTD correspondant au BREF STS (Traitement de Surface utilisant des Solvants) sont parues le 09/12/2020. L'exploitant avait 12 mois à compter de cette parution pour transmettre son dossier de réexamen. L'exploitant a transmis à la Préfecture des Deux-Sèvres, le 27 juin 2022, un dossier de réexamen (daté du 25 juin 2022) au titre de la rubrique IED n° 3670. Certains éléments du dossier présenté nécessitent d'être complétés ou modifiés, aussi : <ul style="list-style-type: none">- l'installation est connue et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004 sous le nom de SOCOPLAN alors que le dossier est au nom de SOCOPRINT. L'identification est donc à modifier.- Page 15 - Paragraphe 2.4.4.8 : indiquer les volumes des effluents gazeux et des résidus de lavage (déchets liquides solvantés) chargés en COV émis par l'unité de distillation.- Page 19 : le tableau 5 indique les installations comprises dans le périmètre IED. L'exploitant indiquera également les installations ou les parties du site qui en sont exclues.- Page 21 : il est indiqué que les émissions diffuses issues de l'imprimante HP sont négligeables. L'exploitant devra déterminer la quantité de ces émissions diffuses.- Page 24 : l'exploitant complétera l'article 2.8.2.2 en indiquant les résultats de la dernière analyse des rejets des eaux pluviales et transmettra ce rapport d'analyse à l'inspection (Cf. article 4.4 de l'arrêté préfectoral de 2004), accompagné d'un plan à jour des réseaux d'eau du site.- Page 28 : pour consolider le protocole analytique, l'exploitant complétera le programme d'analyses par la mesure de la concentration en COV sur chacune des 28 zones.- Page 29 : Paragraphe 4 : l'inspection considère qu'au regard de la nouvelle réglementation applicable aux installations IED et en tenant compte des modifications survenues sur le site depuis 2004 (et à venir à compter du 9 décembre 2024), certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004 ne sont plus adaptées. Aussi, l'exploitant doit reconsidérer son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral.- Pages 32 : le tableau 12 est à actualiser au regard des conclusions de l'étude CITEPA, du PGS, de l'audit énergétique,- Annexe 1 : le positionnement de l'exploitant vis à vis des conclusions sur les MTD nécessite des explications et des commentaires plus approfondis. A ce titre, l'exploitant devra justifier (dans la case commentaires) les dispositions qu'il juge "non appliquées", "partiellement appliquées" ou "partiellement conformes".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport de base IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30 et R.515-59-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R.515-59-3° : Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.
Constats : Les conclusions sur les MTD correspondant au BREF STS (Traitement de Surface utilisant des Solvants) sont parues le 09/12/2020. L'exploitant avait 12 mois à compter de cette parution pour transmettre son rapport de base. L'exploitant a transmis à la Préfecture des Deux-Sèvres, le 29 septembre 2022, un rapport de base au titre de la rubrique IED n° 3670, conformément à la méthodologie énoncée par le guide pour l'élaboration du rapport de base. Il apparaît, à l'examen de ce document, que le site n'a jamais fait l'objet d'un état "zéro". Ainsi, compte tenu des exigences du guide méthodologique, un diagnostic du milieu souterrain s'avère nécessaire. Aussi, l'exploitant doit réaliser ce diagnostic en respectant les propositions et les recommandations décrites en page 6, page 47 (paragraphe 6.2) et page 50 (synthèse et recommandations) du rapport de base. Le rapport de base présenté correspondant aux chapitres 1, 2, 3, sera également complété par les chapitre 4 et 5 correspondant au déploiement des investigations pour l'acquisition de données (Cf. page 7/article 1 "Contexte et objectif de l'étude").
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des solvants et émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGS et émissions diffuses de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants dans l'installation. Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.
Constats : L'exploitant a fait réaliser, par Bureau Véritas, un Plan de Gestion des Solvants (PGS) au titre de l'année 2021. Ce PGS référencé 15054115-1 est daté du 23 septembre 2022. A l'examen de ce document, il apparaît que la consommation moyenne de solvants de la société SOCOPLAN est de 220 366 kg en 2021. Cette quantité de solvants résulte de la consommation de 279 654 kg de produits solvantés (principalement de l'acétate d'éthyle, de l'acétate de n-propyl, des encres et des colles). Les émissions diffuses générées sont estimées à 104 667 kg, ce qui correspond à 47,5% du flux entrant. Cette valeur dépasse (de plus du double) le flux annuel des émissions diffuses de COV autorisées par l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004 (article 6.4) qui est de 20%. Pour rappel, ce flux était de 33,3% en 2018, de 45,4% en 2019 et de 46,5% en 2020, ce qui met en évidence une non conformité récurrente et un non respect, par l'exploitant, des dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé. De plus, cette non conformité constatée a fait l'objet d'un "fait susceptible de mise en demeure" suite à la visite d'inspection réalisée sur le site le 29 avril 2021, objet du rapport de l'inspection des installations classées référencé SD/2021/124 du 6 mai 2021. Il est à noter que ce flux annuel des émissions diffuses de COV actuellement autorisé à 20% sera réduit à 12% à compter du 9 décembre 2024 (Cf. Arrêté du 03/02/2022 relatif aux MTD applicables aux ICPE du secteur de traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 (...)). En conséquence, et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Madame le Préfète un projet d'arrêté préfectoral (en application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement) mettant en demeure la société SOCOPLAN de respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 6.4 "valeurs limites et suivi des rejets" de l'arrêté préfectoral n° 4270 du 8 novembre 2004. L'exploitant répondra également aux axes d'améliorations proposés à la page 28 du PGS de 2021 : <ul style="list-style-type: none">- réfléchir à une substitution des solvants acétate d'éthyle et alcool n-propyl dénaturé par des produits moins solvantés,- une analyse plus précise par chromatographe interne permettrait d'obtenir une valeur moyenne de solvants résiduels dans les produits vendus,- une analyse de la teneur en solvants dans les déchets solvantés pourra être réalisée,- affiner la quantité de solvants distillés par an,- s'assurer du bon fonctionnement du système de biofiltration, et réalisera un PGS au titre de l'année 2022 qui sera transmis à l'inspection. Enfin, l'inspection a constaté, au cours de la visite des installations, une forte odeur de solvants dans les ateliers ainsi que des chiffons souillés non renfermés, des bidons de solvants ouverts, des capotages non refermés. Aussi, l'exploitant prendra toutes les dispositions visant à réduire au maximum la diffusion des solvants dans l'atmosphère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Respect des dispositions de l'arrêté du 03/02/22

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1er et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de conformité à l'arrêté du 03/02/22
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositions de l'arrêté du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les prescriptions de l'annexe du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er autorisées avant le 10 décembre 2020, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution 2020/2009, au 9 décembre 2024.
Constats : Afin de compléter son dossier de réexamen IED, l'exploitant procèdera à une analyse de conformité de ses installations au regard des dispositions de l'arrêté du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites et suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m3.
Constats : Concernant la surveillance des rejets atmosphériques canalisés (en aval du biofiltre) l'inspection a constaté que, depuis 2020, les concentrations tendent à diminuer. Elles étaient en moyenne à 125 mg/Nm3 en 2020, 65 mg/Nm3 en 2021 et 64 mg/Nm3 en 2022 (la VLE seuil de l'arrêté préfectoral de 2004 étant de 75 mg/Nm3). L'exploitant explique cette baisse par le fait que des travaux d'amélioration ont été réalisés sur le biofiltre en 2019 et que l'optimisation du procédé est toujours en cours, dans le cadre d'un contrat de prestation externe. L'exploitant transmet à l'inspection sa procédure de contrôle interne d'efficacité et d'homogénéité du fonctionnement du biofiltre, réalisé de façon complémentaire au suivi externalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet